

Art. 13. De bij artikel 5 bedoelde deskundigen waarvan de administratieve standplaats niet in Brussel gelegen is, hebben recht op de terugbetaling van hun reis- en verblijfkosten.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn goedkeuring door de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 15. De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2735

[C — 99/27633]

27 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la mission d'observatoire des technologies environnementales de l'Institut scientifique de Service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.), notamment l'article 3, alinéa 2, 1^o, c), remplacé par le décret du 9 avril 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre de Budget, donné le 15 avril 1999;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 19 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la nécessité pour tous les opérateurs wallons de disposer d'une source d'information sur l'efficacité et l'efficiency des techniques disponibles eu égard à leurs effets environnementaux en vue de rencontrer notamment les objectifs de la Directive européenne IPPC 96/61 CE du 24 septembre 1996;

Considérant les compétences des agents des différents services de l'ISSeP qui peuvent être mobilisés à cette fin ainsi que les réseaux d'information existants et à créer au niveau régional, national et international susceptibles d'être sollicités;

Considérant également qu'une surveillance orientée ainsi que des évaluations spécifiques doivent être organisées pour permettre à l'administration d'exercer certaines de ses obligations et éventuellement de conseiller les entreprises pour les aider à remplir leurs obligations environnementales;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture et du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o administration : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie, selon leurs compétences respectives;

2^o institut : Institut scientifique de Service public;

3^o observatoire : organe interne à l'institut chargé d'exercer une veille technologique active et notamment d'établir à cette fin un réseau d'informateurs adéquats, tant au niveau interne qu'externe;

4^o techniques environnementales : les technologies qui soit mobilisent les ressources environnementales, soit minimisent les impacts sur l'environnement;

5^o personne ou organisme ressource : toute personne ou organisme qui, à quelque titre que ce soit, crée, rassemble ou dispose d'informations relatives aux technologies environnementales ou qui est susceptible de les évaluer. Sont compris les laboratoires experts, c'est-à-dire ceux dont les compétences ont fait l'objet d'une reconnaissance officielle de valeur internationale;

6^o connexion : lien organisé entre l'institut et une personne ou un organisme ressource;

7^o surveillance particulière : focalisation des différents moyens de veille technologique sur des cibles définies pour identifier plus rapidement et plus finement les opportunités;

8^o sous-traitance : report vers des personnes ou organismes ressources, de tâches et travaux faisant partie du programme annuel visé à l'article 3, en raison de leurs compétences techniques spécifiques; ces tâches et travaux sont réalisés sous la responsabilité de l'institut, selon la méthodologie qu'il a prescrite.

Art. 2. La mission d'observatoire des technologies environnementales qui est confiée à l'institut comporte trois parties :

1^o l'identification et le rassemblement d'informations techniques, économiques et réglementaires sur les technologies environnementales;

2^o l'évaluation de l'applicabilité de celles-ci en vue de définir les objectifs que la Région pourrait imposer aux entreprises;

3^o la diffusion des informations recueillies et des évaluations réalisées.

Art. 3. En vue d'organiser la veille technologique environnementale et après consultation des administrations, l'institut élabore une proposition de programme annuel de travail de l'observatoire des technologies environnementales accompagné d'une évaluation des besoins financiers qui y sont liés.

Ce programme comprend :

- 1° la liste des secteurs industriels pour lesquels une surveillance particulière des technologies environnementales est organisée;
- 2° le plan de connexion auprès des sociétés d'information;
- 3° la liste des personnes et organismes ressources auxquels l'institut compte recourir;
- 4° les évaluations techniques ou économiques qui seront réalisées y compris les propositions de sous-traitance ponctuelle auprès des personnes et organismes ressources;
- 5° les demandes d'évaluation issues d'autres organismes que l'administration;
- 6° le plan de diffusion des informations et des évaluations.

Le programme est soumis à l'approbation du comité de suivi institué à l'article 9.

CHAPITRE II. — *Du fonctionnement du réseau d'information et d'évaluation*

Art. 4. La connexion entre l'institut et une personne ou organisme ressource vise essentiellement à obtenir des informations sur les technologies environnementales disponibles.

Ces liens peuvent être notamment des abonnements à un service, des participations aux frais de prestations, des branchements électroniques ou l'association comme membre d'un organisme. Ces liens constituent la matérialisation du réseau d'information de l'observatoire.

Art. 5. Les évaluations techniques ou économiques peuvent être réalisées pour compte et à charge d'une entreprise, d'un organisme, d'une commune, d'une intercommunale, d'une association ou d'une fédération industrielle, sur base du tarif fixé par le ministre de l'Environnement, sur proposition de l'institut.

Lorsque la demande d'évaluation est identique à une autre demande mais qu'elle émane d'un demandeur différent, le contrat de services prévoit le partage des frais, le suivi des travaux, l'accès et l'utilisation des résultats.

Art. 6. Un rapport annuel d'activités est présenté par l'institut au comité de suivi institué à l'article 9. Outre l'énoncé des prestations effectuées ainsi que les comptes y afférents, il comporte une évaluation de l'intérêt de maintenir les connexions avec des personnes et organismes ressources sollicités au cours de l'exercice budgétaire.

CHAPITRE III. — *Du financement et du contrôle*

Art. 7. Les allocations de prestations des personnes et organismes ressources ne peuvent excéder le barème de la fédération royale d'associations belges d'ingénieurs civils et d'ingénieurs agronomes (FABI).

Art. 8. Le programme de veille technologique ainsi que la partie de budget y afférent peuvent être ajustés au cours de l'année moyennant l'approbation du comité de suivi institué à l'article 9.

Art. 9. § 1^{er}. Un comité de suivi de l'observatoire des technologies environnementales est institué.

§ 2. Les missions de ce comité sont :

- 1° orienter les travaux, notamment en précisant les choix éventuels soumis par l'institut lors du programme annuel;
- 2° autoriser les sous-traitances ponctuelles proposées;
- 3° autoriser les démarches utiles à la réalisation des programmes;
- 4° approuver le rapport annuel visé à l'article 6;
- 5° procéder au contrôle des dépenses en vue de leur approbation par le Gouvernement.

§ 3. Ce comité est composé :

- 1° du directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ou de son représentant;
- 2° du directeur général de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie ou de son représentant;
- 3° du directeur général de l'institut ou de son représentant qui assure la présidence;
- 4° de l'inspecteur des finances accrédité auprès du ministre ayant l'institut dans ses attributions;
- 5° de l'inspecteur des finances accrédité auprès du ministre ayant l'environnement dans ses attributions.

Les membres visés aux 1°, 2° et 3° siègent avec voix délibérative. Les membres visés aux 4° et 5° siègent avec voix consultative.

Un représentant de l'Union wallonne des Entreprises siège en qualité d'observateur.

§ 4. Les membres du comité d'accompagnement de l'institut et de la commission scientifique et technique reçoivent les ordres du jour et les procès-verbaux des réunions du comité de suivi de l'observatoire des technologies environnementales.

§ 5. Le comité peut associer à ses travaux toute personne de l'institut ou toute personne ressource dont il juge la contribution utile.

§ 6. Le comité statue à l'unanimité.

Art. 10. § 1^{er}. Les frais relatifs à la mission d'observatoire des technologies environnementales sont à charge pour 50 p.c. de l'allocation de base 41.03 du programme 03 division organique 13 et pour 50 p.c. de l'allocation de base 32.01 du programme 02 de la division organique 12 du budget de la Région wallonne hormis les contributions des bénéficiaires des évaluations telles qu'autorisées par l'article 5 du présent arrêté.

§ 2. L'institut tient des comptes séparés en ce qui concerne les frais de l'observatoire des technologies environnementales. Il justifie les dépenses par les pièces comptables adéquates.

CHAPITRE IV. — *Dispositions complémentaires et finales*

Art. 11. L'institut organise la mission d'observatoire des technologies environnementales dans le cadre de son statut et de sa structure.

Il en soumet la proposition avec l'avis du comité de suivi de l'observatoire des technologies environnementales au Gouvernement pour approbation.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000.

Art. 13. Le Ministre de l'Environnement et le Ministre de la Recherche et du Développement technologique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2735

[C — 99/27633]

**27. MAI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Aufgabe des « Institut scientifique de Service public »
(wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) als Beobachtungsstelle für Umwelttechnologien**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines « Institut scientifique de Service public » (« I.S.S.E.P. » - wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 3, Absatz 2, 1°, c), ersetzt durch das Dekret vom 9. April 1998;

Aufgrund des am 29. März 1999 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 15. April 1999 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 1. April 1999 bezüglich des Antrags auf Begutachtung innerhalb eines Monats;

Aufgrund des am 19. Mai 1999 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In Erwägung der Notwendigkeit für alle wallonischen Betreiber, über eine Informationsquelle bezüglich der Leistungsfähigkeit und Effizienz der verfügbaren Techniken in Anbetracht ihrer umweltbezogenen Auswirkungen zu verfügen, um insbesondere den Zielsetzungen der europäischen Richtlinie IPPC 96/61 EWG vom 24. September 1996 entgegenzukommen;

In Erwägung der Zuständigkeiten der Bediensteten der verschiedenen Dienststellen des « I.S.S.E.P. », die zu diesem Zweck eingesetzt werden können, sowie der auf regionaler, nationaler und internationaler Ebene bereits vorhandenen und einzurichtenden Informationsnetze, die beansprucht werden können;

In der Erwägung, dass ebenfalls eine gezielte Überwachung, sowie spezifische Bewertungsmaßnahmen organisiert werden müssen, um es der Verwaltung zu ermöglichen, manche ihrer Verpflichtungen wahrzunehmen und eventuell die Unternehmen zu beraten, um diese bei der Erfüllung ihrer umweltbezogenen Verpflichtungen zu unterstützen;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft und des Ministers der Forschung, der technologischen Entwicklung, des Sports und der internationalen Beziehungen;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Allgemeines*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° « Verwaltung »: die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie, je nach deren jeweiligen Zuständigkeiten;

2° « Institut »: das « Institut scientifique de Service public »;

3° « Beobachtungsstelle »: das interne Organ innerhalb des Instituts, das mit einer aktiven technologischen Überwachung, insbesondere mit der Erarbeitung zu diesem Zweck sowohl auf interner als auch auf externer Ebene eines Netzes geeigneter Informatoren, beauftragt wird;

4° « Umwelttechnologien »: die Technologien, die entweder die Umweltressourcen verfügbar machen oder die Auswirkungen auf die Umwelt so niedrig wie möglich halten;

5° « fachkundige Referenzperson oder -einrichtung »: jegliche Person oder Einrichtung, die, unter welcher Bezeichnung auch immer, Informationen bezüglich der Umwelttechnologien schafft, sammelt oder über diese verfügt, oder diese bewerten kann. Dazu gehören auch die Expertenlaboratorien, das heißt diejenigen, deren Fachkenntnisse Gegenstand einer offiziellen Anerkennung internationaler Bedeutung sind;

6° « Verbindung »: die zwischen dem Institut und einer fachkundigen Referenzperson oder -einrichtung aufgebaute Verbindung;

7° «besondere Überwachung»: die Konzentration der verschiedenen technologischen Überwachungsmittel auf festgelegte Ziele, um die vorhandenen Möglichkeiten schneller und genauer zu erkennen;

8° «Vergabe von Aufträgen»: die Übertragung von Aufgaben und Arbeiten, die zu dem in Artikel 3 erwähnten Jahresprogramm gehören, auf fachkundige Referenzpersonen oder -einrichtungen aufgrund deren spezifischen technischen Sachkenntnisse; diese Aufgaben und Arbeiten werden unter der Verantwortung des Instituts und nach der von ihm vorgeschriebenen Methodologie durchgeführt.

Art. 2 - Die dem Institut anvertraute Aufgabe als Beobachtungsstelle für Umwelttechnologien wird in die folgenden drei Bereiche aufgeteilt:

1° die Identifizierung und die Sammlung technischer, wirtschaftlicher und verordnungsmäßiger Informationen über die Umwelttechnologien;

2° die Bewertung der Anwendbarkeit dieser Technologien zur Bestimmung der Zielsetzungen, welche die Region den Unternehmen auferlegen könnte;

3° die Verbreitung der eingeholten Informationen und der durchgeführten Bewertungen.

Art. 3 - Um die umweltbezogene technologische Überwachung zu regeln, erarbeitet das Institut nach Anhörung der Verwaltungen einen Vorschlag für das jährliche Arbeitsprogramm der Beobachtungsstelle für Umwelttechnologien unter Beifügung einer Einschätzung der damit verbundenen erforderlichen Finanzmittel.

Dieses Programm enthält:

1° eine Liste der Industriezweige, für die eine besondere Überwachung der Umwelttechnologien organisiert wird;

2° den Verbindungsplan bei den Informationsgesellschaften;

3° die Liste der fachkundigen Referenzpersonen und -einrichtungen, deren Dienste das Institut in Anspruch zu nehmen beabsichtigt;

4° die technischen oder wirtschaftlichen Bewertungen, die durchgeführt werden, einschließlich der Vorschläge zur punktuellen Vergabe von Aufträgen an die fachkundigen Referenzpersonen und -einrichtungen;

5° die Bewertungsanträge aus anderen Einrichtungen als der Verwaltung;

6° den Plan für die Verbreitung der Informationen und Bewertungen.

Das Programm unterliegt der Genehmigung des in dem Artikel 9 eingerichteten Überwachungsausschusses.

KAPITEL II. — Funktion des Informations- und Bewertungsnetzes

Art. 4 - Die Verbindung zwischen dem Institut und einer fachkundigen Referenzperson oder -einrichtung zielt hauptsächlich auf den Erhalt der Informationen über die verfügbaren Umwelttechnologien ab.

Diese Verbindungen können insbesondere aus Dienstleistungsabonnements, Beteiligungen an den Dienstleistungskosten, elektronischen Anschlüssen oder der Beteiligung als Mitglied einer Einrichtung bestehen. Diese Verbindungen materialisieren das Informationsnetz der Beobachtungsstelle.

Art. 5 - Die technischen oder wirtschaftlichen Bewertungen können für Rechnung und zu Lasten eines Unternehmens, einer Einrichtung, Gemeinde, Interkommunale, Vereinigung oder eines Industrieverbands auf der Grundlage des von dem Minister der Umwelt und auf Vorschlag des Instituts festgelegten Tarifs durchgeführt werden.

Falls der Bewertungsantrag mit einem anderen Antrag identisch ist, jedoch von einem anderen Antragsteller stammt, sieht der Dienstleistungsvertrag die Kostenteilung, die Überwachung der Arbeiten, den Zugang zu den Ergebnissen und deren Benutzung vor.

Art. 6 - Das Institut legt dem in Artikel 9 eingerichteten Überwachungsausschuss einen jährlichen Tätigkeitsbericht vor. Zusätzlich zu den Angaben über die durchgeführten Dienstleistungen, sowie den damit verbundenen Rechnungen, enthält er eine Bewertung der Zweckdienlichkeit, die Verbindungen mit den im Laufe des Haushaltsjahrs zu Rate gezogenen fachkundigen Referenzpersonen und -einrichtungen aufrecht zu erhalten.

KAPITEL III. — Finanzierung und Kontrolle

Art. 7 - Die Dienstleistungszulagen der fachkundigen Referenzpersonen und -einrichtungen dürfen die Tarife des Königlichen Verbands der belgischen Vereinigungen von Zivil- und Agraringenieuren (FABI) nicht überschreiten.

Art. 8 - Das Programm der technologischen Überwachung, sowie der damit verbundene Teil des Haushaltsplans können im Laufe des Jahres vorbehaltlich der Genehmigung des in Artikel 9 eingerichteten Überwachungsausschusses angeglichen werden.

Art. 9 - § 1. Es wird ein Überwachungsausschuss der Beobachtungsstelle für Umwelttechnologien eingerichtet.

§ 2. Dieser Überwachungsausschuss nimmt folgende Aufgaben wahr:

1° die Ausrichtung der Arbeiten, besonders indem die eventuellen von dem Institut während des Jahresprogramms unterbreiteten Entscheidungen angegeben werden;

2° die Genehmigung der vorgeschlagenen punktuellen Vergaben von Aufträgen;

3° die Genehmigung der für die Programme zweckdienlichen Maßnahmen;

4° die Genehmigung des in Artikel 6 erwähnten Jahresberichts;

5° die Durchführung der Kontrolle der Ausgaben im Hinblick auf deren Genehmigung durch die Regierung.

§ 3. Dieser Begleitausschuss setzt sich aus folgenden Personen zusammen:

1° dem Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder dessen Stellvertreter;

2° dem Generaldirektor der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie oder dessen Stellvertreter;

3° dem Generaldirektor des Instituts oder dessen Stellvertreter, der den Vorsitz übernimmt;

4° dem bei dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Institut gehört, beglaubigten Finanzinspektor;

5° dem bei dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, beglaubigten Finanzinspektor;

Die in den Punkten 1, 2 und 3 erwähnten Mitglieder nehmen mit beschließender Stimme an den Sitzungen teil.

Ein Vertreter der « Union wallonne des Entreprises » (Wallonischer Verband der Unternehmen) nimmt in der Eigenschaft als Beobachter an den Sitzungen teil.

§ 4. Die Mitglieder des Begleitausschusses des Instituts und der wissenschaftlichen und technischen Kommission erhalten die Tagesordnungen und Protokolle der Versammlungen des Überwachungsausschusses der Beobachtungsstelle für Umwelttechnologien.

§ 5. Der Ausschuss kann jede Person des Instituts oder jede fachkundige Referenzperson, deren Beitrag er als zweckmäßig erachtet, an seinen Arbeiten teilnehmen lassen.

§ 6. Der Ausschuss beschließt einstimmig.

Art. 10 - § 1. Die mit den Aufgaben der Beobachtungsstelle für Umwelttechnologien verbundenen Kosten sind zu 50 % aus der Basiszuwendung 41.03 des Programms 03 des Organisationsbereichs 13 und zu 50 % aus der Basiszuwendung 32.01 des Programms 02 des Organisationsbereichs 12 des Haushaltsplans der Wallonischen Region zu entnehmen, mit Ausnahme der durch den Artikel 5 des vorliegenden Erlasses genehmigten Beiträge der Empfänger der Bewertungen.

§ 2. Das Institut führt getrennt Buch, was die Kosten der Beobachtungsstelle für Umwelttechnologien betrifft. Das Institut belegt die Ausgaben durch entsprechende Rechnungsunterlagen.

KAPITEL IV. — *Zusatz- und Schlussbestimmungen*

Art. 11 - Das Institut regelt die Aufgaben der Beobachtungsstelle für Umwelttechnologien innerhalb des Rahmens seiner Satzungen und seiner Struktur.

Es unterbreitet den diesbezüglichen Vorschlag mit dem Gutachten des Überwachungsausschusses der Beobachtungsstelle für Umwelttechnologien der Regierung zur Genehmigung.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2000 in Kraft.

Art. 13 - Der Minister der Umwelt und der Minister der Forschung, der technologischen Entwicklung, des Sports und der Internationalen Beziehungen werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
M. LEBRUN

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sports und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2735

[C — 99/27633]

27 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering waarbij het « Institut scientifique de Service public » (Openbaar wetenschappelijk instituut) belast wordt met de opdracht van waarnemingscentrum voor milieutechnologieën

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een « Institut scientifique de Service public » in het Waalse Gewest (I.S.S.E.P.), inzonderheid op artikel 3, tweede lid, 1°, c), vervangen bij het decreet van 9 april 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 april 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 1 april 1999 over het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 19 mei 1999, krachtens artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat alle Waalse operatoren informatie moeten kunnen krijgen over de doeltreffendheid en de doelmatigheid van de beschikbare technieken rekening houdende met de milieueffecten ervan, zodat met name kan worden ingespeeld op de doelstellingen van de Europese richtlijn IPPC 96/61 EEG van 24 september 1996;

Gelet op de bevoegdheden van de personeelsleden van de verschillende diensten van het « ISSEP » die daartoe kunnen worden ingezet, alsook op de op gewestelijk, nationaal en internationaal vlak reeds bestaande en nog te creëren informatienetwerken waarop een beroep kan worden gedaan;

Overwegende dat een gericht toezicht en specifieke evaluaties georganiseerd moeten worden zodat het bestuur sommige van haar verplichtingen kan nakomen en de bedrijven eventueel advies kan geven bij het vervullen van hun verbintenissen inzake leefmilieu;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw en van de Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° bestuur : het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie, al naar gelang hun respectievelijke bevoegdheden;

2° instituut : het « Institut scientifique de Service public »;

3° waarnemingscentrum : inwendig orgaan van het instituut dat een actief technologisch toezicht moet uitoefenen en daartoe met name een netwerk van geschikte informanten moet aanleggen, zowel op intern als op extern vlak;

4° milieutechnieken : technologieën die hetzij gebruik maken van hulpbronnen uit het leefmilieu, hetzij de milieueffecten minimaliseren;

5° resource-persoon of -instelling : persoon of instelling die, in welke hoedanigheid ook, gegevens over milieutechnologieën inzamelt of bezit, of zou kunnen evalueren. Hieronder worden de deskundige laboratoria gerekend, namelijk die waarvan de bevoegdheden officieel erkend zijn op internationaal vlak;

6° connectie : georganiseerde band tussen het instituut en een resource-persoon of -instelling;

7° bijzonder toezicht : het focuseren van de verschillende technologische toezichtsmiddelen op welbepaalde doelwitten met het oog op een vlottere en nauwkeurigere identificatie van de opportuniteiten;

8° onderaanneming : overdracht van taken en werkzaamheden waarin het in artikel 3 bedoelde jaarprogramma voorziet, aan resource-personen of -instellingen rekening houdende met hun specifieke technische bevoegdheden; deze taken en werkzaamheden worden uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van het instituut volgens de methodologie die het voorgeschreven heeft.

Art. 2. Het aan het instituut toevertrouwde waarnemingscentrum voor milieutechnologieën is belast met een driedelige opdracht, met name :

1° de identificatie en de inzameling van technische, economische en reglementaire gegevens over milieutechnologieën;

2° de schatting van de toepasbaarheid ervan met het oog op de bepaling van de doelstellingen die het Gewest aan de bedrijven zou kunnen opleggen;

3° de verspreiding van de ingezamelde gegevens en van de uitgevoerde evaluaties.

Art. 3. Om het toezicht op de milieutechnologieën te organiseren werkt het instituut, na raadpleging van de besturen, een project van jaarlijks werkprogramma uit voor het waarnemingscentrum voor milieutechnologieën en maakt het een raming van de geldmiddelen die daarvoor nodig zijn.

Het programma bevat :

1° de lijst van de industriesectoren waarvoor een bijzonder toezicht op de milieutechnologieën georganiseerd wordt;

2° het plan voor de connectie tussen de vennootschappen die gegevens verstrekken;

3° de lijst van de resource-personen en -instellingen waarop het instituut een beroep overweegt te doen;

4° de technische of economische evaluaties die uitgevoerd zullen worden, met inbegrip van de voorstellen van punctuele onderaanneming door resource-personen en -instellingen;

5° de evaluatieaanvragen die uitgaan van andere instellingen dan het bestuur;

6° het plan voor de verspreiding van de gegevens en de evaluaties.

Het programma wordt ter goedkeuring voorgelegd aan het krachtens artikel 9 opgerichte opvolgingscomité.

HOOFDSTUK II. — *Werking van het informatie- en evaluatienetwerk*

Art. 4. De connectie tussen het instituut en een resource-persoon of -instelling beoogt hoofdzakelijk het verkrijgen van gegevens over de beschikbare milieutechnologieën.

De connectie kan onder meer betrekking hebben op abonnementen i.v.m. een dienst, bijdragen in de kosten voor dienstverstrekkingen, elektronische aansluitingen of de toetreding als lid tot een instelling. Zij geeft gestalte aan het informatienetwerk van het waarnemingscentrum.

Art. 5. De technische of economische evaluaties kunnen uitgevoerd worden voor rekening en ten laste van een bedrijf, een instelling, een gemeente, een intercommunale, een industriegroep of -bond, op basis van het tarief dat de Minister van Leefmilieu op voorstel van het instituut vaststelt.

Als twee identieke evaluatieaanvragen van twee verschillende aanvragers uitgaan, voorziet de dienstenovereenkomst in de kostendeling, de opvolging van de werkzaamheden, de toegang tot de resultaten en het gebruik ervan.

Art. 6. Het instituut maakt jaarlijks een activiteitenverslag over aan het krachtens artikel 9 opgerichte opvolgingscomité. Buiten de opsomming van de verstrekte diensten en de desbetreffende rekeningen bevat het verslag een evaluatie van het belang in contact te blijven met de resource-personen en -instellingen die tijdens het begrotingsjaar geraadpleegd werden.

HOOFDSTUK III. — *Financiering en toezicht*

Art. 7. De toelagen voor de dienstverstrekkingen van resource-personen en -instellingen mogen niet hoger zijn dan de bedragen waarin voorzien wordt op de schaal van de « Fédération royale d'associations belges d'ingénieurs civils et d'ingénieurs agronomes » (FABI).

Art. 8. Het programma voor het technologische toezicht en het desbetreffende begrotingsgedeelte kunnen aangepast worden in de loop van het jaar, mits goedkeuring van het krachtens artikel 9 opgerichte opvolgingscomité.

Art. 9. § 1. Er wordt een comité opgericht voor de opvolging van het waarnemingscentrum voor milieutechnologieën.

§ 2. Het comité wordt belast met de volgende opdrachten :

1° de werkzaamheden oriënteren, met name door een nadere bepaling van de eventuele opties die het instituut voorlegt bij het opmaken het jaarprogramma;

2° instemmen met de voorgestelde punctuele onderaannemingen;

3° instemmen met de stappen die nuttig zijn voor de uitvoering van het programma;

4° het in artikel 6 bedoelde jaarverslag goedkeuren;

5° toezien op de uitgaven met het oog op hun goedkeuring door de Regering.

§ 3. Het comité bestaat uit :

1° de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn vertegenwoordiger;

2° de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie of zijn vertegenwoordiger;

3° de directeur-generaal van het instituut, of zijn vertegenwoordiger, die het voorzitterschap waarneemt;

4° de inspecteur van financiën, geaccrediteerd bij de Minister onder wie het instituut ressorteert;

5° de inspecteur van financiën, geaccrediteerd bij de Minister van Leefmilieu.

De sub 1°, 2° en 3° bedoelde leden zetelen met stemrecht. De sub 4° en 5° bedoelde leden zetelen met raadgevende stem.

Een vertegenwoordiger van de « Union wallonne des Entreprises » zetelt in de hoedanigheid van waarnemer.

§ 4. De leden van het begeleidingscomité van het instituut en van de wetenschappelijke en technische commissie ontvangen de agenda en de notulen van de vergaderingen van het opvolgingscomité van het waarnemingscentrum voor milieutechnologieën.

§ 5. Het comité kan ieder personeelslid van het instituut of iedere resource-persoon van wie hij de bijdrage nuttig acht, bij zijn werkzaamheden betrekken.

§ 6. Het comité beslist bij meerderheid van stemmen.

Art. 10. § 1. De aan de opdracht van waarnemingscentrum voor milieutechnologieën gebonden kosten vallen voor 50 % ten laste van de basisallocatie 41.03 van programma 03 van de organieke afdeling 13 en voor 50 % ten laste van de basisallocatie 32.01 van programma 02 van de organieke afdeling 12 van de begroting van het Waalse Gewest, behalve de bijdragen van de rechthebbenden op de evaluaties zoals toegelaten krachtens artikel 5 van dit besluit.

§ 2. Het instituut neemt de onkosten van het waarnemingscentrum voor milieutechnologieën op in een afzonderlijke boekhouding. De uitgaven worden gestaafd door de gepaste boekingsstukken.

HOOFDSTUK IV. — *Bijkomende en slotbepalingen*

Art. 11. Het instituut organiseert zijn opdracht van waarnemingscentrum voor milieutechnologieën in het kader van zijn statuut en zijn structuur.

Het legt het organisatievoorstel ter goedkeuring voor aan de Regering, samen met het advies van het opvolgingscomité van het waarnemingscentrum voor milieutechnologieën.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2000.

Art. 13. De Minister van Leefmilieu en de Minister van Onderzoek en Technologische Ontwikkeling zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION



**27 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la mission de laboratoire de référence en matière d'eau, d'air et de déchets
de l'Institut scientifique de Service public**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.), notamment l'article 3, alinéa 2, 1°, b), remplacé par le décret du 9 avril 1998;

Vu le décret du 3 mars 1999 instituant un permis d'environnement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 mars 1999;